

Migrations et propriété foncière dans l'altiplano occidental du Guatemala

Migrations and Land Property in the Western Altiplano of Guatemala

Migraciones y propiedad territorial en el altiplano occidental de Guatemala

Julie Hermesse

Volume 41, Number 2-3, 2011

« Relocalisations » et résilience autochtone

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1021620ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1021620ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Recherches amérindiennes au Québec

ISSN

0318-4137 (print)

1923-5151 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Hermesse, J. (2011). Migrations et propriété foncière dans l'altiplano occidental du Guatemala. *Recherches amérindiennes au Québec*, 41(2-3), 163–174.
<https://doi.org/10.7202/1021620ar>

Article abstract

Based on an historical approach to land ownership, this article's goal is to present the joint evolution in modes of mobility chosen by the populations of the Western Altiplano of Guatemala, or imposed on them. The general data on the history of property and mobility characterizing the Western region is presented in connection with local data gathered in ethnographical research in the town of San Martín Sacatepéquez. The concept of territory indicates a system of space appropriation presenting symbolic as well as economic aspects of history and culture. In its economic dimension, land remains par excellence the means of material survival in Guatemalan society. It is the foundation of indigenous peasant identity as well. Also significant of their rootedness in the land of their ancestors, is the fact that historically these indigenous populations have been actors in seasonal and temporary migrations. Current transnational migrations testify to the historical evolution of this phenomenon of mobility, which must be analyzed in light of transformations in land ownership and economic constraints. In its symbolic dimension, the land bears, inter alia, the image of spoliation.



Migrations et propriété foncière dans l'altiplano occidental du Guatemala

Julie Hermesse

Fonds de la
Recherche
Scientifique - FNRS
– Université
catholique de
Louvain, Belgique

Des villages qui voyagent

*Je vais sur les routes
Et je vois des cantons, des hameaux et des
petits villages
Des bourgs entiers qui voyagent,
Dans de vieux camions, se retrouvent
entassés : dindes, poules,
Canards, moutons, chiens, chats,
Gamins, femmes enceintes, grands-pères,
grands-mères
Et des hommes qui transportent de tout.*

*Ils se rendent à la finca
Pour payer au patron
La misère qu'ils ont déjà dépensée.*

*Lorsque la récolte sera terminée :
Ils redeviendront pauvres,
Et là, ils dormiront profondément...*

*Mais lorsqu'ils se réveilleront :
Ils réclameront tout ce qui leur a été chapardé...*

Mash¹ 2007

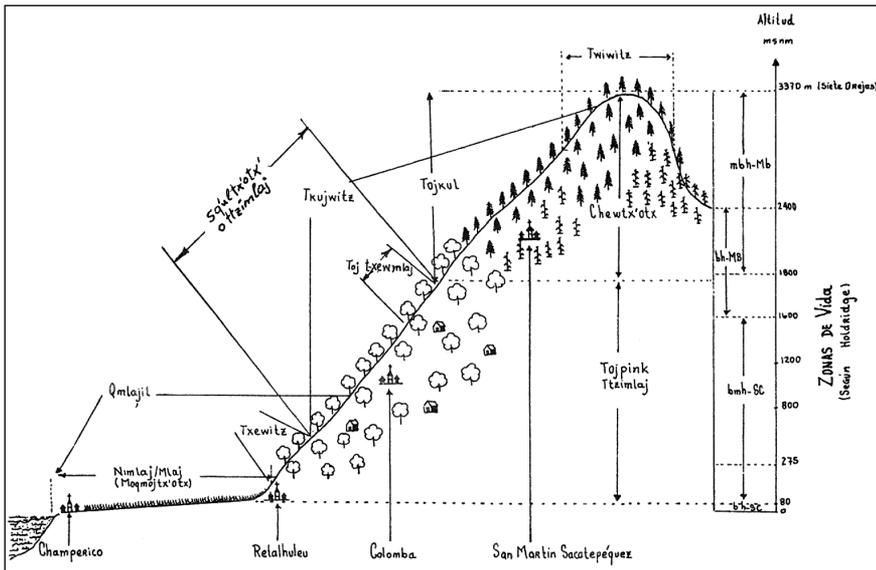
DEPUIS L'ÉPOQUE PRÉHISPANIQUE jusqu'à aujourd'hui, la possession de la terre au Guatemala a été, et est toujours, l'élément fondamental pour l'acquisition des richesses et pour l'obtention du pouvoir. Facteur déterminant dans les stratégies de mobilité des populations paysannes, elle est la source de la majorité des conflits dans le pays. Pour Carlos Guzmán-Böckler,

toute tentative de hiérarchisation des problèmes que connaît le Guatemala actuel conduit inévitablement à placer en premier lieu la relation avec la terre, c'est-à-dire celle qui émane de sa détention, qu'elle soit occupation, possession ou propriété. L'utilisation de la terre et l'exploitation de ses fruits, tout comme des eaux qui la fécondent, ont été, depuis cinq siècles, les points autour desquels

s'est nouée la totalité des relations économiques, sociales, religieuses et politiques (Guzmán-Böckler 1997 : xxxv).

Cet article a comme objectif de présenter, à partir d'une approche historique sur la propriété terrienne, l'évolution conjointe des modes de mobilité choisis par les populations de l'altiplano² occidental du Guatemala ou imposés à celles-ci. Les données générales sur l'histoire du foncier et des mobilités propres à la région de l'Ouest sont articulées à des données locales recueillies par une recherche ethnographique³ dans la municipalité de San Martín Sacatepéquez.

La notion de territoire désigne un système d'appropriation de l'espace qui présente des aspects tant économiques que symboliques de l'histoire et de la culture. Dans sa dimension économique, la terre reste le moyen par excellence de la survie matérielle de la société guatémaltèque. Elle est aussi le fondement de l'identité paysanne autochtone : depuis leur naissance, les petits garçons sont, par exemple, initiés à la production du maïs. Significatif aussi de l'enracinement à la terre des ancêtres, historiquement, les populations autochtones ont été actrices de phénomènes migratoires saisonniers et non permanents. Elles ne délaissaient donc jamais leurs terres dans l'altiplano. Les migrations transnationales actuelles témoignent de l'évolution historique des phénomènes de mobilité qui doit



Coupe transversale, de l'ouest à l'est, de la Sierra Madre et de ses paliers écologiques (Source : Hostnig et al. 1998 : 5)

être analysée en regard des transformations foncières et des contraintes économiques. Dans sa dimension symbolique, la terre porte, entre autres, l'image de la spoliation.

Après avoir situé topo-géographiquement la municipalité de San Martín, cinq périodes seront successivement abordées : l'époque préhispanique et la quête de mobilité entre les différents paliers écologiques, l'époque coloniale et l'injonction à se fixer sur un territoire, la fin du XIX^e siècle et les migrations saisonnières vers les grandes exploitations agricoles destinées à l'exportation, la guerre interne et l'exacerbation du système de concentration des terres et, enfin, l'époque contemporaine et l'augmentation des migrations transnationales comme stratégie de survie permettant de pallier le manque de terres.

SAN MARTÍN, ENTRE ALTIPLANO ET BOCA COSTA

Pour comprendre les stratégies de mobilité opérées par les populations qui recouvrent la zone étudiée, il est essentiel de se pencher sur les caractéristiques topo-géographiques de l'altiplano occidental. La population maya mam⁴ qui réside sur ces terres décrit son espace en fonction de la végétation et de critères climatologiques, topographiques et économiques. Le graphique ci-dessous présente le profil des terres, de l'ouest à l'est, de la Sierra Madre. Élaboré par Rainer Hostnig, Rosanna Hostnig et Luis Vásquez (1998), ce dessin présente les noms en mam des paliers écologiques ainsi que des « zones de vie » définies par Holdridge. Dans l'explication qui suit, je m'attacherai à décrire ces paliers écologiques en m'inspirant largement de la typologie des premiers auteurs tout en adaptant les termes vernaculaires au dialecte mam parlé à San Martín.

La zone composée des terres hautes et des sommets de volcans porte le nom de *che'w tx'otx'*, 'terre froide' (*tierra fría*), terme communément utilisé pour se référer aux espaces de productions agricoles de l'altiplano. La limite inférieure de *che'w tx'otx'* est située à 1800 m au-dessus

du niveau de la mer. En dessous de ce palier d'altitude commence *sq'u'l tx'otx'*, 'terre tempérée' (*tierra tibia*), ou *tzimlaj* qui signifie 'entrée vers la côte', appelée plus communément *boca costa*, 'embouchure de la côte'. La limite de ce palier est la partie supérieure de *txewutz*, soit le 'pied de la montagne' (*pie del cerro*), le piémont. *Txewutz* débouche sur le *nimlaj* ou *mlaj*, la côte (*costa*), ou *maq'moj tx'otx'*, 'terre chaude' (*tierra caliente*). Le versant, depuis les sommets jusqu'à la côte, est également désigné par le terme *th'ujwutz*, 'ceinture de la montagne' (*cintura del cerro*), et le sommet, par *twiwutz*. Le sommet est aussi fréquemment baptisé *toj k'ul*, 'lieu de cérémonie', car ces hauteurs font office de lieux de prière et de réunions des *ajq'ij*. La zone territoriale *toj pink*, 'lieu des fermes industrielles', couvre presque tout le palier écologique *sq'u'l tx'otx'*. *Toj pink* est un terme de caractère socio-économique qui fait référence à un type de propriété de la terre, celui des latifundios; les grandes exploitations agricoles, habituellement appelées *fincas*, et les grands domaines traditionnellement consacrés à l'élevage, les *haciendas*. La partie supérieure de *toj pink* porte le nom de *toj txew mlaj* qui se traduit par 'là où l'on sent la respiration ou la brise de la côte'.

San Martín Sacatepéquez est l'une des vingt-quatre municipalités du département de Quetzaltenango. Situé à 24 km de la ville départementale de Quetzaltenango, surnommée Xela ou Xelaju, le territoire municipal s'étale de la chaîne montagneuse de la Sierra Madre à son piémont. Les limites territoriales de San Martín s'étendent sur les paliers écologiques de *che'w tx'otx'* et de *sq'u'l tx'otx'*. Si mon travail ethnographique s'est volontairement concentré sur les « terres froides », l'analyse ne peut omettre de prendre en considération les liens que les habitants de San Martín, appelés *tinecos*, ont historiquement tissés entre ces deux paliers écologiques ainsi qu'avec ceux qui correspondent aux *fincas*, *toj pink*, et à la côte, *mlaj*.

La mobilité des *tinecos* entre ces différents paliers remonte aussi loin que l'histoire de la création de San Martín. Les diverses versions du mythe fondateur de la municipalité ont comme élément clé les migrations saisonnières des autochtones de l'altiplano vers la *boca costa*, et leur retour sur leurs terres dans l'altiplano. Ces mobilités sont à l'origine de la rencontre avec le Saint Patron : San Martín de Tours. Pascual Gómez López, *tineco* catholique âgé de 84 ans, raconte sa version du mythe fondateur :

Des hommes étaient partis semer du maïs près de Champérico, à la côte. Quand ils terminèrent leur travail, ils se mirent en route vers les montagnes. Comme il y avait beaucoup de gibier par là, l'un d'eux est parti chasser dans la montagne. Là, il trouva le Patron assis dans la montagne. Il ressemblait à un Saint. Les

Des hommes étaient partis semer du maïs près de Champérico, à la côte. Quand ils terminèrent leur travail, ils se mirent en route vers les montagnes. Comme il y avait beaucoup de gibier par là, l'un d'eux est parti chasser dans la montagne. Là, il trouva le Patron assis dans la montagne. Il ressemblait à un Saint. Les

hommes le ramenèrent depuis là-bas. Il était très lourd. À l'époque, pour arriver ici depuis la côte, il n'y avait pas de camionnettes, ni de routes. Quand ils arrivèrent à l'actuelle localisation de la municipalité, ils décidèrent de se reposer. Ils posèrent alors le Patron à terre. À leur réveil, ils voulurent soulever le Saint, mais il s'était figé. La statue était devenue intransportable. Alors les hommes virent dans leur rêve que le Saint devait rester là. Et maintenant, c'est l'emplacement de notre village. C'est dans cette vallée que fut édifié le village de San Martín. (Pascual Gómez López, entretien, 8 avril 2006)

Ce mythe, élément symbolique mobilisé par les *tinecos*, illustre les va-et-vient entre les paliers écologiques, déjà, chez les fondateurs de la municipalité. Les recherches historiques attestent également un contrôle sur les divers paliers écologiques par la population préhispanique des actuelles municipalités mams de Quetzaltenango (Zamora Acosta 1985 ; Gallini 2009 ; Hostnig *et al.* 1998).

DE L'ÉPOQUE PRÉHISPANIQUE À L'ÉPOQUE COLONIALE : RESTRICTION DES DÉPLACEMENTS PERMETTANT UN USAGE VERTICAL DES PALIERS ÉCOLOGIQUES

Les recherches historiques d'Elias Zamora Acosta démontrent combien l'histoire culturelle des Mayas qui habitaient les terres occidentales du Guatemala est étroitement liée aux caractéristiques physiques et environnementales de la région (Zamora Acosta 1985). Les interactions homme/environnement étaient définies afin de permettre de profiter au maximum des possibilités qu'offrait le territoire, caractérisé par de fortes dénivellations et des écosystèmes radicalement différents.

L'inclinaison vertigineuse des versants de la Sierra Madre crée, en effet, des zones de vie totalement distinctes à seulement quelques kilomètres de distance. Au Guatemala, ce n'est pas la latitude mais bien l'altitude qui détermine les variations climatiques.

Le contrôle vertical des paliers écologiques par les Mayas préhispaniques permettait de compléter la production agricole de l'altiplano par des produits en provenance des climats tempérés et chauds.

De cette manière, ils [les autochtones mams] produisaient du sel sur les berges du Pacifique; ils s'y approvisionnaient en viande par la chasse d'iguanes, de tortues et autres animaux; ils cultivaient du cacao, du coton, du piment et des fruits sur les parcelles des terres basses et dans les clairières des forêts humides de la *boca costa*; ils se consacraient à la culture du maïs en altitude et dans les vallées de l'altiplano, tout en bénéficiant de l'usufruit des bois pour y chasser les animaux sauvages. (Hostnig *et al.* 1998 : 25)

Les produits des différents paliers écologiques étaient consacrés à la consommation familiale et au paiement de l'impôt aux caciques.

L'accès à chacune des ressources était une préoccupation constante pour les populations établies dans l'altiplano, et ce, déjà plusieurs siècles avant l'arrivée des Espagnols. Pour Zamora Acosta, il ne s'agissait pas uniquement d'exploiter des terres de chaque niche écologique mais, surtout, d'accéder à des produits agricoles incultivables dans l'altiplano. Car, selon l'historien, l'échange marchand n'était pas fondamental dans le système économique des

populations mayas de l'ouest du Guatemala avant la conquête espagnole. En conséquence, poursuit l'auteur, « L'histoire culturelle des Mayas qui habitaient *los Altos* du Guatemala est, en grande partie, l'histoire de leurs luttes pour accéder directement à ces ressources et celle de l'adaptation ou de la création de nouvelles structures pour arriver à cette fin » (Zamora Acosta 1985 : 324). Les cultivateurs considèrent par exemple les terres hautes de San Martín comme étant particulièrement difficiles à cultiver, et ce, à cause de la composition des sols et de leur inclinaison. Pour les agriculteurs préhispaniques, il était donc essentiel de pouvoir aller semer sur les terres côtières et de profiter des richesses de ces latitudes et de leur diversité écologique.

Au moment de l'invasion espagnole, les quatre groupes ethniques qui se partageaient la région (tz'utujiles, k'iches, kaqchikeles et mams) avaient un accès aux terres basses du Sud et ce, malgré la domination de l'ethnie k'iche' (Gallini 2009 : 30). Ce contrôle sur les terres de la *boca costa* et de la *costa* était rendu possible par des logiques de conquêtes intérieures, pilotées par des gouvernements localisés dans les hauteurs montagneuses. Les populations conquises devaient alors remettre au gouvernement central un impôt en nature, composé des productions locales. Malgré la subordination aux caciques, Zamora Acosta avance que le système préhispanique de distribution des terres permettait à tout individu de disposer d'une parcelle pour cultiver les produits nécessaires à sa subsistance. L'assignation des parcelles de terre était définie en fonction du lignage d'appartenance. Alors que, sous ce système, « Il semble qu'il y avait du maïs pour tous », l'arrivée des Espagnols produisit une rupture importante dans le système de distribution de la terre (Zamora Acosta 1985 : 287) ainsi que dans l'histoire de la verticalité des territoires mayas.

Les colonisateurs constatèrent rapidement que l'Amérique centrale était dénuée de gisements de métaux précieux qui leur auraient permis de s'enrichir du jour au lendemain. Les Espagnols qui choisirent de rester tirèrent leurs richesses, dans ces contrées, de la possession de la terre et du travail forcé des autochtones (Palma Murga 1997 : xiv). À la fin du XVI^e siècle, coexistaient, dans l'ouest du Guatemala, trois types de propriété terrienne : les terres des Espagnols, les terres de la Couronne d'Espagne et celles des *Indios* (Zamora Acosta 1985 : 290). Les *Indios* durent pourvoir hommes et femmes pour les travaux des champs et pour accomplir les travaux publics dans le but de reproduire adéquatement le nouvel « ordre colonial ». Au cours de la période coloniale, qui commença en 1523 avec Pedro de Alvarado, les dynamiques d'appropriation de l'espace par les colonisateurs dans ces latitudes furent conditionnées par un paysage rural dont les sinuosités géographiques rendaient difficiles les possibilités d'en extraire, de manière rentable et constante, des produits commercialisables. La région ne réussit pas à devenir un centre économique attractif pour les populations espagnoles et métisses.

L'altiplano mam connu, à cette époque, d'importantes dynamiques relatives à l'appropriation de la terre par les autochtones. Un des principaux défis des populations amérindiennes était de disposer d'espaces suffisants pour faire face aux obligations d'impôt imposées par le régime colonial. La génération de tributs, de contributions payées avec une certaine régularité, ne fut possible que par l'accumulation d'une quantité considérable de terres arables. La propriété communale occupa une place importante au cours de toute la période coloniale et au cours des premières années de l'indépendance. Durant trois siècles, la population mam de Quetzaltenango s'appliqua à maintenir une dynamique constante orientée vers la conservation, la défense et l'extension de son patrimoine territorial collectif, autrement dit, de ses terres communales. Pour Palma Murga, le caractère belligérant adopté par les populations autochtones pour protéger et étendre leurs patrimoines collectifs, s'explique par cette logique de survie (1997 : xxxi).

Le rassemblement des Amérindiens en villages, et le nouveau système fiscal imposé par les Espagnols, signifiaient, entre autres choses, la fin du système de contrôle des divers paliers écologiques. La désarticulation des liens économiques qui unissaient les chefs-lieux avec leurs agglomérations respectives se produisit dans les dernières années du XVI^e siècle, lorsque les taxations entre agglomérations et chefs-lieux furent définitivement scindées. À partir de ce moment, les agglomérations devinrent des villages autonomes, et le pas définitif vers la rupture du système de contrôle des paliers écologiques complémentaires se trouva accompli (Zamora Acosta 1985 : 351-355). Le détachement des territoires de la *boca costa* et de la *costa* de leur capitale dans l'altiplano annonça la désintégration des États du Guatemala préhispanique. Les nouvelles mesures fiscales furent ainsi responsables de la disparition progressive des mécanismes à grande échelle qui avaient permis aux groupes autochtones de maintenir le contrôle sur les différents écosystèmes et de préserver l'unité des petits États.

Entre le XVI^e et le XIX^e siècle, des agglomérations mams rassemblées en municipes, comme San Martín, continuèrent toutefois à entretenir, à une échelle réduite, ce système complexe d'interrelations entre les paliers écologiques tempérés et les terres froides. Gallini explique par exemple que de nombreuses communautés amérindiennes migraient temporairement au pied des montagnes du Pacifique pour semer et récolter du maïs, et ainsi profiter des différences climatiques entre les deux zones (2009 : 38). L'exploitation agricole dans cette région tempérée servait d'amortisseur écologique, car la dispersion territoriale mais aussi saisonnière, permettait de réduire les risques de perte des récoltes due aux intempéries ou aux dommages des insectes et des parasites. La complémentarité agricole et écologique entre les terres de la *boca costa* et l'altiplano « était le *modus vivendi* avec lequel les mams avaient réussi à garantir la survie et la reproduction de leurs propres communautés au travers des siècles » (*ibid.* : 50). Depuis l'époque préhispanique jusqu'au XIX^e siècle, la *boca costa* et

la *costa* continuèrent de compléter et d'enrichir de manière substantielle les ressources disponibles dans l'altiplano.

RÉFORME LIBÉRALE : EXPROPRIATION DES TERRES ET MIGRATIONS SAISONNIÈRES

La République du Guatemala proclame son indépendance politique en 1821. Après avoir été au service de la Couronne espagnole, les politiques agraires au Guatemala s'accordent à prolonger l'exploitation des terres et de la main-d'œuvre. Les libéraux qui prennent le contrôle politique en 1871 justifient la redistribution de la terre au nom de la promotion de la culture du café. Afin d'intensifier la production agricole et, en théorie, de doter de terres un plus grand nombre possible de producteurs, l'une des lois promulguées autorisa l'appropriation des terres communales en friche pour la production de café, et une autre ordonna que les terres communales soient réparties en lots entre les habitants. Les défenseurs du modèle libéral estimaient que les terres communales seraient davantage productives si elles étaient distribuées individuellement. Les populations de l'altiplano occidental expérimentèrent alors les effets de l'expansion de la propriété privée au détriment des usages coutumiers collectifs de la terre, exercés depuis les époques antérieures à la présence espagnole. Ces transformations, au bénéfice du secteur agricole d'exportation, accentuèrent les modifications du paysage agricole national commencées par les Espagnols. Selon Palma Murga, la réforme agraire de 1871 mit fin, dans de nombreux cas, à la possession suffisante de terre pour permettre aux communautés la rotation des cultures, l'extraction modérée du bois, des fruits, de la pêche et de la chasse (1997 : xxxi).

La réforme de 1871 eut en particulier des répercussions dans les bourgades contiguës de la région de la *boca costa*, comme San Martín Sacatepéquez. En 1873, un décret, signé par le président Justo Rufino Barrios, énonce le projet de construction de la Costa Cuca, qui mesurait l'équivalent de 2000 *caballerías*⁵ et était situé entre les rivières Naranjo et Samalá à la *boca costa* du Pacifique. Ce décret, qui abolit le bail emphytéotique* et ouvre les terres communales autochtones à l'intitulation privée, a été traditionnellement interprété par l'historiographie comme l'acte le plus explicite de soutien à la caféiculture de plantation, de la part des libéraux au pouvoir depuis 1871.

Il sera l'un des piliers de la fondation de l'État national moderne dans son caractère exportateur et des processus de privatisation et de commercialisation de la terre. Les décrets de vente des « terres en friche »** ouvriront les portes à une expropriation massive d'une région jusqu'alors en marge de l'État et des routes commerciales internationales. (Gallini 2009 : xxv).

* Le bail emphytéotique donne au locataire de la terre (métayer ou fermier) un droit d'usage permanent de sa parcelle. [NDLR]

** L'État considérait comme étant « en friche » toutes les terres gardées en réserve par les communautés – qui furent octroyées à des étrangers comme propriétés privées. En même temps les « lois sur l'oisiveté » (*leyes de vagancia*) définissaient comme « oisifs », et donc susceptibles d'être recrutés de force pour les plantations, tous les autochtones qui ne cultivaient pas quatre hectares de terre ! [NDLR]

Les politiques agro-économiques avaient comme projet de libérer la prodigieuse fertilité de ces terres, sans tenir compte du système d'interrelation complexe et séculier entre les terres hautes et les terres basses mis en place par les populations autochtones. Stefania Gallini, auteure d'une recherche historico-environnementale sur la construction de la Costa Cuca entre 1830 et 1902, fait remarquer combien San Martín a vécu un processus irréversible de paupérisation de son territoire. Alors qu'une partie de ses terres étaient dans la région dénommée *Costa Cuca*, la réponse de certaines autorités amérindiennes *tinecos* fut d'accepter la conversion de leur possession en propriété privée, mais en la revendiquant pour eux-mêmes et, donc, en compromettant la cohésion communautaire. L'historienne Gallini en conclut que, « face à l'impératif anti-communautaire du régime libéral, les communautés autochtones surent utiliser avec créativité le langage de l'individualisme pour assurer les biens et les valeurs collectives » (Gallini 2009 : 259). Toutefois, malgré cette réappropriation du langage de l'individualisme aux dépens de la cohésion communautaire, poursuit l'auteure, le cas des populations *mams*, et en particulier de San Martín, démontre clairement leur « marginalisation écologique » à la suite du boom du café. L'agrosystème de San Martín avait perdu toute la portion méridionale, c'est-à-dire la plus féconde en termes agricoles, et était resté en possession des terres les plus marginales et de moindre valeur agricole : « Restaient disponibles pour la population *mam* les zones trop élevées et trop froides pour la culture du café – ce qui voulait dire aussi pour le coton, les fruits, les fleurs, etc. – ou les terres trop basses et torrides » (*ibid.* : 259). Ce cas illustre une modification de l'identité écologique d'une région et sa paupérisation dues à des gouvernements libéraux et à leur stratégie de diminution, non tant de la quantité de terres arables autochtones, mais de leur qualité : « La population *mam* avait à sa disposition, pour son utilisation directe et autonome, une typologie très réduite des zones écologiques. » (*ibid.* : 260)

Selon Hostnig, Hostnig et Vásquez (1998), au cours du XIX^e siècle, les habitants de San Martín Sacatepéquez et des municipalités voisines (Concepción Chiquirichapa et San Juan Ostuncalco) pratiquaient encore une exploitation verticale des différents paliers écologiques. Pour ces auteurs, qui rejoignent l'hypothèse de Gallini, c'est sous le régime libéral de la fin du XIX^e siècle que les Amérindiens *mams* perdirent totalement le contrôle sur les différents paliers écologiques. Ils se virent expropriés de leurs terres communales situées dans la frange écologique du café et aliénés par la législation sur les supposées terres en friche. Dépouillés de leurs terres de la *boca costa*, les agriculteurs *mams* de l'altiplano durent se soumettre à l'obligation de travailler durant un nombre défini de semaines par an, dans les latifundios des terres tempérées. Les mesures libérales avaient pour objectif d'amputer les villages de leurs patrimoines territoriaux à la *boca costa* et de convertir la population en force potentielle de travail pour les plantations caféières. En 1877, l'État libéral réglementa le travail temporaire des populations autochtones dans les *haciendas*

et les *fincas*, le rendant obligatoire quand un propriétaire formulait une demande de main-d'œuvre. Les Mayas de l'altiplano devenaient officiellement une main-d'œuvre pour les quelques propriétaires qui se partageaient les meilleures terres du pays.

Avec le temps, l'obligation fit place à l'inévitable. [...] [D]ans les villages, la population s'accroissait, les parcelles se divisaient et suffisaient de moins en moins à couvrir les besoins et à occuper les hommes. Le travail sur la côte était leur seule issue, d'autant qu'on avait pris garde de condamner les autres : celle de l'accès à d'autres terres et celle du travail non agricole. (Antochiw et al. 1991 : 35)

Spoliée d'une partie de ses espaces agricoles, la population paysanne fut ainsi contrainte de se constituer en main-d'œuvre saisonnière, mal alimentée et sous-payée, pour la production agricole d'exportation (cacao, indigo, café, canne à sucre et cardamome).

La réforme libérale, qui avait comme projet d'instaurer un pouvoir *ladino*⁶, contribua à souder la complémentarité du binôme latifundio/minifundio. De ces spoliations légalisées surgirent des acteurs nouveaux et puissants : des propriétaires fonciers soutenus par les dispositions légales. Car selon cette logique, les vastes étendues de terres de la *costa* et de la *boca costa*, planes et de haut rendement, étaient accaparées par les riches propriétaires *ladinos* ou étrangers. Les terres de l'altiplano, encaissées et de bas rendement, étaient, quant à elles, réservées aux populations autochtones, contraintes de devenir minifundistes (Guzmán-Böckler 1997 ; Grünberg 2003 ; Melville et Melville 1982). Dépouillées de leurs terres à la *boca costa*, les communautés paysannes furent, dès lors, obligées de participer au développement de la culture du café. Le système foncier actuel repose encore sur la polarisation tendue entre les grands propriétaires armés de titres de propriété ou de la faculté de s'attribuer les terres qui leur manquent, et les petits propriétaires terriens poursuivis par la crainte de l'usurpation.

Si les migrations saisonnières obéissaient, depuis le dernier quart du XIX^e siècle, à un modèle coercitif, elles se rapprochèrent du libre marché du travail, tout en gardant les caractéristiques héritées du passé. Les migrations temporaires vers les grandes plantations se poursuivirent donc au courant du XX^e siècle. La biographie de Rigoberta Menchú Tum (prix Nobel de la paix en 1992), rédigée par l'anthropologue et historienne Elisabeth Burgos (1983), relate avec précision et émotion les conditions précaires des travailleurs saisonniers dans les *fincas* de la côte pacifique. La plupart des aînés de San Martín ont également connu le travail dans les *fincas*. Des personnes centenaires, comme Juana Gómez, y sont nées car, explique-t-elle, « mes défunts parents travaillaient plusieurs mois par an pour des riches dans une *fincas*. Ils avaient peu de terre ici à San Martín » (Juana Gómez, 11 avril 2006). Juana se souvient du chemin qu'ils devaient parcourir à pied à travers la montagne pour rejoindre San Martín depuis une *fincas* de Retalhuleu. « Parfois, on marchait de nuit, parfois on se reposait et on dormait dans la montagne », raconte-t-elle en montrant fièrement la lampe de kérosène qui les aidait

à se frayer un chemin dans la montagne. « Mon papa portait parfois jusqu'à 50 livres de maïs depuis la *finca* jusqu'à San Martín, poursuit-elle. Les enfants portaient entre 15 à 20 livres de café. Nous passions par un tout petit chemin dans la montagne pour arriver ici. »

Au début du xx^e siècle, un événement naturel accentua la dépendance des *tinacos* aux travaux agricoles dans les latifundios et, parallèlement, mit fin à la construction de la Costa Cuca, selon les analyses de Gallini. Entre le 25 et le 28 octobre 1902 précisément, la gigantesque éruption du volcan Santa María dévasta San Martín. L'éruption fut d'une telle intensité qu'elle est considérée comme un des événements les plus puissants survenus sur la planète (Gallini 2009 : 275). Une colonne verticale de 28 km atteignit la stratosphère. Sur le plan horizontal, la zone de dispersion des débris volcaniques a été évaluée à 273 000 km². « De manière unanime, explique Gallini, les sources observent que ce village [San Martín] a été celui qui a le plus souffert de l'éruption, en restant enterré sous au moins un mètre et demi de cendres et de sable. » (*ibid.* : 277) Dans les zones les plus sinistrées, les sols furent recouverts d'une couche de matières volcaniques (cendre, pierre ponce et sable) dont l'épaisseur atteignait parfois trois mètres. Les caractéristiques physiques et chimiques des sols furent alors drastiquement modifiées et rendirent les terres stériles pour plusieurs années consécutives. La mémoire collective se souvient des migrations qui s'ensuivirent vers la *boca costa* et la *costa* afin d'échapper à la famine. Après l'éruption volcanique du Santa María, de nombreux habitants de San Martín vendirent leurs terres, momentanément incultivables, à bas prix. Les différents récits récoltés précisent que les *tinacos* auraient été contraints de vendre leurs terres arables alors qu'ils étaient en état d'ivresse. Cette stratégie d'accaparement se poursuivit au cours des décennies qui suivirent l'éruption.

Moi, j'ai peu de parcelles. J'ai un terrain à Santa Inés, et quatre par ici. Mon père n'avait rien. C'est mon grand-père qui a tout perdu. Il y a 35 ans, ils étaient tous ivres ici. De nombreuses parcelles se sont perdues. Les gens faisaient leur propre *cucha*⁷. Les gens de Concepción sont venus escroquer des habitants de San Martín. Ils étaient parfois eux-mêmes aussi des autochtones. C'est eux qui venaient vendre leur *cucha*. Les *tinacos* se sont alors perdus dans l'alcoolisme. (Francisco Pérez Pérez, février 2008)

Pour la majorité des habitants toutefois, ces transactions malhonnêtes auraient été avant tout menées par le chef des *ladinos*. L'assertion du jeune Mam Marino commente l'expropriation et l'appropriation des terres de ses aïeux dues à la volonté de domination et de discrimination raciale des *ladinos* envers les populations amérindiennes.

Les autochtones ne s'entendent pas avec les *ladinos*. Ils [ces derniers] leur ont volé de nombreuses terres. Ils ont tué de nombreuses personnes. Il n'y avait pas de respect pour les personnes indigènes : on les traitait comme s'ils n'étaient rien. Ils [les *ladinos*] ont profité du fait qu'ils ne parlaient pas l'espagnol. Ils apportaient de l'eau-de-vie. Comme la plupart ne pouvaient pas payer pour leur boisson, en échange ils payaient avec leurs terres. (Marino Gómez Pérez, entretien, 6 avril 2006)

De plus, les nouvelles lois qui imposaient d'enregistrer les titres de propriétés terriennes ont fait perdre

frauduleusement de nombreuses parcelles de terres aux communautés mayas, au bénéfice de riches *ladinos* qui profitaient de l'ignorance et de la confusion des autochtones face aux démarches juridiques complexes que l'enregistrement entraînait (Early 2000 : 80). Si, depuis la colonisation espagnole jusqu'au xix^e siècle, les populations autochtones ont perdu le contrôle de leurs terres arables à la *costa* et à la *boca costa* au profit de grands propriétaires terriens, dès la fin du xix^e siècle de nombreux *tinacos* se sont vus dépossédés de leurs terres dans l'altiplano au bénéfice de *ladinos* qui étaient parfois leurs voisins.

ÉCHEC DES RÉFORMES AGRAIRES ET GUERRE INTERNE

Le fonctionnement de cette « machinerie machiavélique » atteignit son paroxysme, jusqu'à se dérégler par excès, sous la dictature d'Ubico (1930-1944).

Corruption, luttes pour le pouvoir, fluctuation des cours des marchés finirent par enrayer un processus déjà balayé par les vents de réforme qui soufflaient depuis le Mexique et le Salvador voisins. Le système implosa en 1944 au point qu'une réforme agraire put être entreprise. (Antochiw et al. 1991 : 35)

Les mécanismes séculaires de distribution de la terre et d'exploitation de la main-d'œuvre autochtone furent la cible du président Jacobo Arbenz Guzmán et de son prédécesseur, Arévalo. La réforme agraire de 1952, impulsée par Arbenz Guzmán, se voulait moderne, sociale et distributive. Les objectifs de ce qu'on allait appeler la « Révolution guatémaltèque » restaient cependant modérés. Il s'agissait de bâtir un État moderne et d'en faire le promoteur d'un capitalisme national (voir Le Bot 1992 : 49 et 89). Durant les quelques années de sa mise en œuvre, la réforme agraire permit à la population paysanne de récupérer peu à peu ses espaces territoriaux ainsi que la liberté de s'organiser politiquement. Mais en 1954 Arbenz Guzmán, premier président du Guatemala élu au suffrage universel, est renversé par un coup d'État (*ibid.* : 11) orchestré par la Central Intelligence Agency (CIA). Soutenus par la droite américaine (sous couvert de chasse aux communistes), les secteurs conservateurs guatémaltèques s'opposèrent à la révision des vieilles structures de propriété de la terre. Afin de servir les intérêts des grands propriétaires, la réforme agraire fut aussitôt annulée. Les paysans avantagés par celle-ci furent destitués des terres qui leur avaient été attribuées. Certains groupes de paysans de l'altiplano de Quetzaltenango réussirent toutefois à récupérer, de manière légale ou par des voies illégales, des petits espaces à la *costa* et à la *boca costa*.

Si la grande propriété foncière, bastion de l'exploitation des populations amérindiennes, était restaurée, « l'édifice avait été secoué jusque dans ses fondements » (Antochiw et al. 1991 : 35). L'extrême concentration de la terre et de la richesse entraîna une période de violence qui allait durer près de quatre décennies. Face au blocage de la situation agraire, il fallut dès lors recourir à la force pour rétablir l'ordre. La campagne anti-insurrectionnelle des années 1960 permit aux militaires de prendre le contrôle du pouvoir politique. Les gouvernements qui se succédèrent furent tous militaires. Mais, en 1980-1981, ce

régime entra dans une zone de turbulence dont il ne se relèvera pas. La campagne anti-insurrectionnelle de ces années débouchera sur le retour à la démocratie.

Pour Yvon Le Bot,

les quelques officiers ainsi que le petit groupe d'intellectuels et de militants politiques qui, les premiers, firent le choix de la lutte armée, étaient directement influencés par l'échec de l'expérience réformiste et par le succès de la révolution cubaine. Plus que portés par une révolte sociale, les pionniers avaient obéi à un réflexe nationaliste (1992 : 12).

La guérilla guatémaltèque des années 1960 s'était ainsi focalisée sur l'ennemi extérieur, et en particulier la domination américaine. Mais le mouvement guérilla qui se consolida dans les années 1970-1980 porta son attention vers les ennemis intérieurs : les militaires et l'oligarchie.

À l'objectif anti-impérialiste est venu s'ajouter, de manière plus consistante que dans la période antérieure, celui de former la nation, de dépasser ou de surmonter les profonds clivages de classes ou ethniques. Un projet qui, dans l'esprit des révolutionnaires, suppose l'élimination d'une oligarchie considérant le pays comme son domaine particulier et la population indienne comme une main-d'œuvre domestique, et passé par la défaite d'une armée qui exerce le pouvoir contre la société. (Le Bot 1992 : 15, voir aussi p. 71)

Pour Le Bot, la principale originalité du conflit dans ces années, par rapport à la période démocratique et aux années 1960, réside dans le conflit entre un projet politique et une stratégie militaire d'une part et un mouvement social d'autre part. « Des décennies qui auraient pu être les "trente glorieuses" du Guatemala sont devenues les "trente désastreuses" », explique Le Bot. En effet,

[L]es forces et le processus tendant à l'intégration et à un développement équilibré de la société guatémaltèque se sont heurtés à la résistance de l'oligarchie, à la militarisation du pouvoir politique et à l'exacerbation de la discrimination raciale qui creuse en profondeur cette société, plus qu'aucune autre en Amérique latine (*ibid.* : 34).

La guerre civile, menée par les mouvements révolutionnaires armés, stimulée par les secteurs les plus récalcitrants et les plus conservateurs de la classe dominante (les latifundistes particulièrement) et dirigée par les militaires qui monopolisèrent la répression, provoqua la mort de plus de 200 000 personnes, l'exil de près de 150 000 individus et le déplacement interne forcé de plus d'un demi-million de Guatémaltèques (CEH 1999). Les victimes de ces affrontements étaient, en immense majorité, des paysans autochtones non combattants, vivant dans des conditions d'exclusion socio-économique, de discrimination raciale et d'extrême pauvreté, et originaires des départements du Quiché et de Huehuetenango.

En ce qui concerne les politiques agricoles nationales, on observe un changement à partir des années 1985 (soit peu de temps après que l'économie guatémaltèque entre en crise, en 1981). Au cours de cette année, le gouvernement en place démantèle les institutions chargées de soutenir la production de subsistance et des céréales de base dans le pays. La vague de privatisation touche le pays avec

l'arrivée des plans d'ajustement structurel qui limitent la souveraineté des économies nationales. Pour Godinez López, les politiques agricoles néolibérales sont bénéfiques pour 4 % des producteurs, principalement connus comme « excédentaires » (pour ne pas dire les moyens et grands entrepreneurs), et abandonnent à leur sort les 96 % de petits producteurs (Godinez López 2009 : 90). En février 1988, l'épiscopat guatémaltèque, ému par l'essor du mouvement agraire dans le pays, surprend l'opinion publique en publiant une lettre pastorale collective intitulée « Clameur pour la Terre⁸ ». Cette prise de position controversée se prononce pour un changement des structures sociales sur la base d'une distribution équitable des terres.

La signature des Accords de paix de décembre 1996, et en particulier l'Accord sur les aspects socio-économiques et la situation agraire, constitue un pas vers la reconnaissance du fait que les problèmes fonciers sont la source des contradictions structurelles à l'origine des affrontements. Afin de permettre un meilleur développement rural, un système de résolution des conflits agraires fut alors mis en place. Parallèlement, une institution étatique, le Fondo de Tierras (Fonds pour les terres), fut érigée avec pour mission d'octroyer des crédits pour l'achat de terres par des paysans en situation de précarité. La recherche menée par Irma Alicia Velásquez Nimatuj (2005) démontre combien ces fonds étatiques ont permis l'acquisition de *fincas* privées par certains groupes organisés pour en faire des communautés agricoles, mais au bout de nombreuses années de lutte légale et pacifique contre l'administration de cette institution. L'auteure décrit également combien, dans ce contexte de l'après-guerre au Guatemala, le marché des terres, impulsé par la Banque mondiale depuis les années 1980, est devenu la voie unique et légitime pour accéder à la terre (*ibid.*). Avec subtilité, Velásquez Nimatuj relate, par des études de cas, la complexité avec laquelle les forces néolibérales opèrent sur l'élaboration du marché des terres mais permettent aussi, grâce à des programmes spéciaux, que des autochtones marginalisés puissent récupérer des terres. Ce contexte économique actuel connaît toutefois ses propres limites, car il est loin de permettre à tous les paysans d'accéder à des terres fertiles.

Quinze années après la signature de l'*Acuervo de Paz firme y duradera* (Accord pour une paix stable et durable), malgré les efforts de nombreux secteurs associatifs et de certaines institutions gouvernementales, les politiques agraires n'ont toujours pas été corrigées⁹ pour permettre réellement le développement économique et la justice sociale. Les tentatives de réforme étant restées lettre morte, les vieilles structures de propriété de la terre ne sont toujours pas modifiées à ce jour. Excepté pour la période 1944-1954, les politiques agraires au Guatemala ont toujours servi les intérêts des secteurs de l'agro-exportation. Le *tineco* Don Fito l'exprime dans ces termes : « Quand le candidat élu arrive à la présidence, il ne se souvient pas de la population du Guatemala. Il dicte des lois qui bénéficient seulement à un petit groupe de personnes. Et la majorité reste dans l'attente de lois qui ne sont pas promulguées. » (Don Fito, 4 mars 2008)

La possession de terres dans l'altiplano mam est aujourd'hui caractérisée par la grande fragmentation des parcelles familiales due aux ventes, échanges, héritages et locations de lots de terre (Hostnig *et al.* 1998 : 29). Cette fragmentation en mini-parcelles a été exacerbée par la croissance démographique. La croissance de la population, qui avoisine alors les 3 % annuels, est communément qualifiée comme étant en pleine « explosion » (Early 2000 : 223). Cette croissance exerce une pression énorme sur la terre, ressource la plus importante du système paysan. Une des réponses à ces problèmes fonciers a été d'exploiter davantage les terres à vocation forestière. Une autre solution consiste à amplifier l'utilisation des fertilisants chimiques (*ibid.* : 87-88). Par l'accroissement de la population, les *microfincas* augmentent en nombre, diminuent en taille et sont confrontées à une main-d'œuvre excédentaire. Après une chute de l'économie agro-exportatrice au début des années 1980 et une reprise à partir de 1986, la demande de migrants temporaires dans les *fincas* et les *haciendas* diminue drastiquement dès les années 1990. Le Bot écrivait en 1992 : « D'ores et déjà cependant, le système combinant plantations et minifundios comme des pièces distinctes et emboîtées de l'économie agro-exportatrice, a perdu beaucoup de sa consistance et de sa nécessité. » (1992 : 59) Le sociologue, loin d'encourager ce système de dépendance pernicieuse, confie cependant son inquiétude concernant les débouchés pour la population de la région :

La décomposition de la société paysanne devrait s'accélérer dans les prochaines décennies, libérant un excédant de main-d'œuvre dont on ne voit pas, dans le modèle actuel, où il pourrait trouver à s'employer, et qui risque donc d'être condamné à végéter aux limites de la survie, sur place, dans les hautes terres, ou dans les bidonvilles de la capitale. (*ibid.* : 59)

C'était sans compter sur les capacités de mobilité de la population guatémaltèque qui entreprit, non de végéter, comme l'entrevoyait Le Bot au début des années 1990, mais de dépasser les frontières nationales à des fins de survie. Dans le développement qui suit, on observera combien les phénomènes migratoires transnationaux, résultats d'une pression sur des espaces agricoles insuffisants, permettent de jouer sur les inégalités foncières.

MIGRATIONS ÉCONOMIQUES TRANSNATIONALES : NOUVELLES STRATÉGIES FACE AU MANQUE DE TERRES

À San Martín, à l'instar d'autres localités rurales de la région centraméricaine, le phénomène des migrations économiques se présente comme une nouvelle option pour ceux qui souhaitent échapper aux pratiques agricoles de subsistance issues d'une situation de pauvreté chronique.

Dans l'altiplano, le phénomène migratoire s'est diversifié au cours du temps et a été marqué par différentes étapes. Si la mobilité permettait, lors de l'époque préhispanique, d'améliorer les ressources de subsistance dans un environnement écologique difficile, les mobilités forcées par des systèmes économiques dominants ont conduit les populations autochtones à être considérées comme une main-d'œuvre en position de subordination.

Vers la fin du XIX^e siècle, les premières migrations de masse des populations rurales avaient pour destination, de manière saisonnière, un autre secteur rural : les grands latifundios de la côte Sud. À San Martín, comme il a déjà été mentionné, ce premier mouvement migratoire vers la côte Pacifique fut exacerbé par l'éruption du volcan Santa María en 1902.

Les migrations internationales ne débiteront qu'à la fin des années 1950 et elles concernent avant tout la population métisse, *ladina*. Selon le PNUD (2009), ils étaient 43 300 Guatémaltèques à avoir émigré en 1960. Au cours de cette décennie, la main-d'œuvre rurale met parallèlement en place un type de migration interne autre que rurale : celle du monde rural vers les zones urbaines, principalement vers la capitale, Guatemala Ciudad. Mais les migrations des campagnes vers les villes n'ont pas revêtu, dans ce pays, le caractère massif qu'elles ont eu ailleurs.

Vers les années 1980-1990 commence une période qui signera le boom de la migration internationale pour la population autochtone (Falla 2008). Pour les personnes amérindiennes et métisses, la migration transnationale devient un moyen de survie politique mais aussi, de plus en plus, d'ascension économique. Cette époque de l'essor de la migration correspond aux années de guerre interne et à la chute du quetzal face au dollar américain (entre 2005 et 2010, il valait environ douze centièmes de dollar canadien). Toujours selon le PNUD (2009), 264 300 Guatémaltèques auraient émigré en 1990. Une part importante de ces migrants s'est réfugiée dans les zones frontalières du Mexique pour fuir les répressions sanglantes. Pendant l'année 1982, 28 000 personnes originaires du seul département de Huehuetenango se seraient réfugiées au Chiapas pour éviter les répressions (Castañeda 1998 : 247).

La seconde période de migration transnationale commence en 1996, année qui coïncide avec la signature des Accords de paix. Au cours de cette nouvelle étape de migration de masse, se constitue une population de « migrants internationaux » (Camus 2007). Dès 1996, à San Martín, la crise agricole est accentuée par les effets du fléau de la mouche perceuse américaine (*mosca minadora*) et de l'ouragan Mitch en 1998 (ADECOT 2007 : 7). Ce mouvement est amplifié par la stérilisation des sols due à l'utilisation d'intrants chimiques, par la destruction de récoltes due à d'autres phénomènes naturels comme l'ouragan Stan, et par la faiblesse des prix des productions agricoles dictés par les traités de libre-échange (*ibid.* : 38). Parallèlement, on observe une diminution du travail saisonnier dans les plantations de canne à sucre et de café. De plus, la chute du cours du café dans les années 2001-2002 a induit une augmentation des départs vers l'extérieur du pays. En 2005, ils étaient 53 400 à avoir quitté le Guatemala. Les projections du PNUD (2009) avancent que 59 500 Guatémaltèques quitteraient le pays en 2010. Selon l'UNICEF et l'IOM (2011), la population guatémaltèque résidant à l'étranger s'élèverait à 1 637 119 personnes en 2010. Après le pic des émigrations que l'on pourrait

qualifier de « forcées » lors des décennies caractérisées par la guerre interne et le pic des émigrations économiques lors de la crise agro-exportatrice de 2001-2002, l'UNICEF et l'IOM (2011) observent une croissance positive de l'exode guatémaltèque entre 2002 et 2010, avec une moyenne annuelle de 44 440 « sorties » de Guatémaltèques en quête de meilleures possibilités et l'équivalent d'un taux d'émigration ayant évolué de 10,5 % à 11,4 % .

Actuellement, ce sont les migrations internationales qui ont la cote, même si les flux migratoires internes se poursuivent. Entre 1990 et 2005, un million et demi de migrants auraient quitté leur foyer pour une autre destination dans le pays (PNUD 2009). Selon cette même étude, entre 2000 et 2002, 83 % de la population totale des migrants guatémaltèques aurait migré en Amérique du Nord, 9,1 % dans d'autres contrées du continent latino-américain et des Caraïbes, 3,7 % en Asie et 3 % en Europe (*ibid.*). Les modalités de migrations internationales en Amérique du Nord se classent en deux grands groupes. Le premier est constitué des migrants qui se rendent au sud-est du Mexique et qui se consacrent aux travaux agricoles saisonniers; le second, et non le moindre dans la population originaire de l'altiplano, est composé de migrants installés aux États-Unis de manière temporaire ou définitive et, majoritairement, sans-papiers.

Carlos Guzmán-Böckler décrit la situation actuelle de la migration vers les États-Unis dans les termes que voici :

La transformation du Guatemala en pays exportateur de paysans sans terre a favorisé l'exode de jeunes qui, outre leurs conditions précaires, doivent traverser en contrebande le vaste territoire mexicain et entrer illégalement dans celui des États-Unis d'Amérique. Au prix de l'humiliation et de l'exploitation, ils tentent d'y obtenir quelques dollars qui leur permettront, ainsi qu'à leurs proches, de faire face à une misère écrasante. (Guzmán-Böckler 1997 : 37)

À défaut d'une réforme agraire, les stratégies migratoires offrent une nouvelle manne financière nettement supérieure aux rentrées que procurent les activités agricoles.

À cause du prix de la pomme de terre, les *tinecos* ne veulent plus la semer. Ils sont en déficit. Ceux qui n'ont pas de terrain partent pour les États-Unis. Ici, il n'y a pas d'entrepreneurs. Pour ramener des sous, il faut aller aux États-Unis. C'est l'unique manière de ramener de l'argent. Avec les dépenses à faire pour les pesticides, les fertilisants... l'agriculture ne rapporte plus rien. (Marcos Gómez López, 6 août 2007)

L'incertitude des récoltes et la baisse des prix des productions agricoles contraignent les *tinecos* de l'altiplano à migrer vers les États-Unis et ce, massivement depuis 1996.

Avant de partir aux États-Unis, avec ma famille, nous cultivions des pommes de terre, des choux-fleurs, des radis, des betteraves... Toute une série de légumes. Parfois, nous gagnions des sous, mais parfois ce travail ne nous rapportait rien. Parfois la récolte est bonne et parfois elle est mauvaise. Si on a investi par exemple deux mille quetzals dans une culture et qu'elle ne rapporte que huit cents quetzals, eh bien on perd mille deux cents quetzals et quatre mois de travail. Parfois, le prix des produits est élevé et parfois il est très bas. Par exemple, quand un *quintal* [45 kg] de pommes de terre se vend deux cents quetzals, alors les gens sont

contents. Mais parfois, le *quintal* est à vingt quetzals. Imagine! (César, 12 mars 2008)

Je parlais la semaine passée avec un monsieur qui me disait que le prix de la pomme de terre a fort diminué. Il disait : « Maintenant, tous ceux qui cultivent la pomme de terre partent aux États-Unis. » Certains ont perdu entre 10 000 à 15 000 quetzals. Ils partent car ils ont perdu une partie de leur capital. Ils sont nombreux à être partis après la baisse du prix de la pomme de terre cette année. À San Martín, la population se consacre au maïs, à la pomme de terre et aux légumes. Ils perdent beaucoup quand les prix sont bas. Alors, ils partent d'ici pour trouver du travail ailleurs. Ce qui est difficile ici, c'est qu'il n'y a pas de suffisamment de terre. (Francisco Pérez Peréz, juin 2008)

Francisco Pérez Peréz estime, de plus, que le désastre provoqué par l'ouragan Stan en octobre 2005 aurait incité de nombreux *tinecos* à migrer clandestinement aux États-Unis : « Avec le passage de Stan, les habitants ont perdu leurs terrains, leurs récoltes, des maisons... Je pense qu'ils sont nombreux à être partis aux États-Unis après Stan. Ils devaient vivre mais ils n'avaient pas de quoi. La pauvreté est importante et c'est pour cela qu'ils sont partis. » « Les migrants ne sont qu'une facette du système actuel d'exclusion extrême », commente l'anthropologue Manuela Camus (2007 : 29). Ces travailleurs exilés sont passés d'une logique d'exclusion, pour avoir appartenu à un excédent de main-d'œuvre au Guatemala, à un type d'exclusion aux États-Unis, pour vivre dans une précarité extrême conjuguée à des conditions de travail clandestin.

Les *tinecos* considèrent que l'envoi d'argent aux proches parents restés au pays a permis une sérieuse amélioration de leur niveau de vie et a également généré de l'emploi, entre autres dans le secteur de la construction. Les rentrées économiques des migrations aux États-Unis ne sont, en effet, pas négligeables. En 1994, les recettes produites par les migrants et renvoyées au pays ne dépassaient pas la moitié de celles générées par l'agro-exportation. En 2006, par contre, les recettes produites en migration et renvoyées au pays dépassaient largement les 3,5 milliards de quetzals des rentrées de l'exportation (Palma et Dardón 2008). Les chiffres qui recouvrent la réalité nationale ne sont cependant pas nécessaires aux *tinecos* pour comparer le potentiel de réussite économique qu'offre l'Amérique du Nord par rapport au Guatemala. Pour César,

si on veut gagner sa vie, ce n'est pas possible de ne pas partir! [...] Pour 100 \$ on peut acheter un pantalon... plein de choses! Alors qu'ici avec 2000 quetzals, tu ne peux rien acheter. La vie est chère. Là-bas tu gagnes 90 \$ par jour, ici, 70 quetzals en travaillant dès six heures du matin jusqu'à sept heures du soir » (César, 2 février 2008).

Concrètement, les hommes qui restent dans l'altiplano gagnent en moyenne entre 300 à 1800 quetzals mensuels, et une femme entre 150 et 1050 quetzals. Lorsqu'ils travaillent aux États-Unis, les hommes gagnent en moyenne entre 3000 à 14 000 quetzals et les femmes, entre 3000 et 10 000 quetzals, mensuellement (ADECOT 2007 : 37). Après déduction des frais journaliers (location, eau, électricité, alimentation et vêtements), les migrants envoient entre 790 à 2400 quetzales par mois à leurs

familles (*ibid.* 2007). Cette somme sert, entre autres, à payer les dettes contractées (et leurs intérêts) qui ont servi à financer le « transfert » illégal du migrant vers les États-Unis. Les principaux bénéficiaires de ces envois d'argent sont donc les usuriers et les banques, mais aussi les grandes entreprises de matériaux de construction basées dans de plus grandes municipalités ou dans la ville départementale de Quetzaltenango. Malgré les sommes considérablement réduites qui alimentent le panier de la ménagère, les familles valorisent ce soutien financier qui permet d'améliorer nettement leur niveau de vie.

Les départs en migration contribuent à une certaine distanciation vis-à-vis de la terre des ancêtres. Paradoxalement, toutefois, un des premiers souhaits des migrants *tinecos* est d'acheter des terres à San Martín ou à la *boca costa*. Ces achats constituent certes un investissement financier, mais ils ont aussi une grande importance symbolique¹⁰.

Le nouvel espace de production économique qu'est le travail en migration permet aux migrants et à leurs proches de jouer symboliquement et économiquement sur les inégalités foncières historiques en accédant à des titres de propriété ou en amplifiant leur nombre.

Moi je vais te raconter une histoire. D'abord les Espagnols sont venus, ils sont venus chercher de l'or. Puis, ce sont ceux d'un autre pays qui sont venus. Ils ont dit, « non ce qui vaut, ce n'est pas l'or, ce sont les terres ». Alors ils ont commencé à coloniser nos terres. Eh bien moi, c'est pareil. J'achète des terres à la *boca costa* avec ce que j'ai gagné aux États-Unis et avec ce que m'envoient mes fils. J'ai maintenant près de 110 *cuerdas* [la *cuerda* est une unité de mesure variant d'une localité à l'autre et équivalant à San Martín à un terrain de 25 mètres sur 25 mètres]. Comme la population ne cesse d'augmenter, bientôt le prix de la terre va augmenter aussi à la *boca costa*. Eh bien moi, je serai riche. (Pedro, 30 juillet 2010)

L'augmentation du pouvoir d'achat grâce aux migrations élargit la participation au marché foncier des anciens petits agriculteurs. Du haut de ses 97 ans, José Antonio Gómez explique avoir des petits-enfants partis clandestinement pour les États-Unis. « Il n'y a pas de travail ici, et là, il y a de l'argent, ils payent bien. C'est pour ça qu'ils partent. [...] Regarde les maisons, comme elles sont belles maintenant! » Mais, pour José Antonio, le plus surprenant c'est le renversement historique que présente la situation actuelle : la migration permet l'achat, par ses concitoyens *tinecos*, de parcelles de terrains de *fincas* où il a vendu ses services dans le passé.

Il y a de nombreuses *fincas* qui ont été rachetées par des *tinecos*. Les propriétaires des *fincas* étaient d'autres pays, mais maintenant, elles ont été rachetées. Les *tinecos* ont maintenant des terrains, ils ont des terres caféières. C'est très bien tout ça. Moi, avant, j'ai travaillé dans des *fincas*. J'avais un peu de terrain mais comme les autres paysans, j'avais besoin d'argent pour couvrir les frais. Alors je devais travailler. J'ai été dans différentes *fincas*. Mes fils n'y ont jamais été. Seulement moi. (José Antonio Gómez, 25 juillet 2007)

Exacerbé par ces nouvelles rentrées, le phénomène d'achat de terres à la *boca costa* se conjugue avec un rachat de parcelles de terre dans l'altiplano. Mais l'engouement des migrants pour l'achat de terrains dans l'altiplano, telle

une revanche sur l'histoire, provoque une augmentation sans précédent du prix des terrains. « Le prix de la terre a récemment augmenté car il est supposé que les gens ont de l'argent grâce aux migrations », explique Pablo Orozco (25 juillet 2007). Or, toutes les familles *tinecos* n'ont pas vu leurs ressources économiques augmenter ces dernières années. L'inflation de la terre est telle, dans l'altiplano, que les *tinecos* se tournent vers l'achat de terres, moins chères, à la *boca costa*.

Aujourd'hui, une *cuerda* à la côte coûte 2300 quetzals. Ces terres sont vendues par les grands propriétaires terriens en soif de liquidités. Pour un même montant, un *tineco* achète deux *cuerdas* ici dans le centre de San Martín ou quarante *cuerdas* à la *boca costa*. Pour l'instant, ils descendent seulement pour cultiver, ils n'y vivent pas. Un groupe d'agriculteurs originaires des terres hautes de San Martín vit par exemple du lundi au vendredi dans le hameau d'El Carmen de la *boca costa*. (Pablo Orozco, 25 juillet 2007)

Cependant, alors que les rentrées financières des migrants ont suscité une inflation des prix des parcelles, la crise économique de 2009 a entraîné leur chute.

STRATÉGIES DE MOBILITÉ, CONTINUITÉ HISTORIQUE ET CHANGEMENTS

L'accès à la terre dans l'altiplano du Guatemala a été marqué par deux moments clés : l'invasion espagnole et l'incorporation du Guatemala dans le marché mondial comme pays exportateur de café et de bananes à la fin du XIX^e siècle. En conséquence, les autochtones ont été condamnés à vivre dans les régions montagneuses et forestières sans pouvoir accéder aux ressources des terres côtières. La structure économique du pays se caractérise principalement par une classe minoritaire oligarchique et des propriétaires terriens qui possèdent de grands latifundios consacrés aux cultures d'agro-exportation. À côté de cette classe, par contre, s'est formée une classe majoritaire constituée de paysans minifundistes et principalement d'origine amérindienne, qui résident essentiellement dans l'altiplano du pays¹¹.

Parallèlement aux processus historiques de répartition des terres, la mobilité des autochtones de l'altiplano comme élément de survie a toujours existé. Lors de la période préhispanique, la population mam migrait déjà de manière saisonnière vers la côte. Ces allers-retours se sont développés dans le maintien d'un attachement à la terre des ancêtres. Traditionnellement, un rite pratiqué peu après la naissance d'un nouveau-né visait à sceller un lien à sa terre natale. Lors de la cicatrization du nombril, la partie séchée du cordon ombilical qui se détache alors de l'enfant est plantée ou posée dans un arbre à proximité de la maison. Pour le *tineco* Pascual Vásquez, « cette tradition symbolise la relation de l'homme avec la terre et la nature. Les gens l'interprètent surtout comme l'enracinement que l'on doit avoir dans le lieu où l'on naît » (Pascual Vásquez, 8 août 2009). La coutume de placer cette partie du cordon ombilical dans un lieu symbolique est aujourd'hui encore pratiquée par de nombreuses populations d'origine maya.

À l'instar de leurs ascendants, pour les *tinecos*, toute action de migration a du sens si elle est en lien avec le lieu

d'appartenance. La « *salida al norte* » (sortie vers le Nord) est ainsi toujours imaginée dans la perspective d'un potentiel retour. Pour l'anthropologue Manuela Camus, il serait dès lors davantage approprié de parler en termes de mobilité car cet espoir de retour persiste (Camus 2007). Toutefois, certaines personnes s'installent aux États-Unis à titre définitif. Cette situation s'oppose à la conception traditionnelle de la mobilité. D'autres migrants font parfois le choix de revenir vivre dans leur pays d'origine après cinq, dix, voire quinze années d'absence. Ces « *reventants* » volontaires¹², appelés *retornados*¹³, constituent une frange minoritaire mais, non négligeable, des migrants *tinecos*. Ces personnes viennent soit se réinstaller définitivement à San Martín, soit s'y poser le temps de construire une maison et de se marier, mais bien souvent elles reprennent le chemin de la migration car elles souffrent du long processus de réadaptation.

C'est donc dans une certaine continuité historique que les *tinecos* ne cessent de migrer. La migration s'établit comme une stratégie d'élargissement des perspectives territoriales trop limitées pour permettre la survie alimentaire et le mieux-être économique. Elle accentue également un changement dans le mode d'acquisition des terres. Alors que celles-ci étaient héritées traditionnellement de père en fils, le travail clandestin à l'étranger permet l'acquisition de terres à son propre compte par les voies du marché foncier.

Notes

1. Nom d'artiste de Pascual Martín Vásquez Ramírez, poète mam de la localité de San Martín Sacatepéquez. Poème issu du recueil *De Pax a Max. La vida es poesía*, publié en 2001 (Guatemala, Editorial Maya Na'oj).
2. Du castillan « hauts-plateaux », nom générique des Hautes Terres occidentales du Guatemala dont la population est majoritairement autochtone. Appelé aussi *Los Altos*.
3. Le travail empirique au Guatemala sur lequel se base cet article s'est déroulé sur une période de plus de vingt mois entre mars 2006 et août 2010. Dans une démarche compréhensive, outre des observations participatives quotidiennes et des discussions informelles qui correspondent à la méthodologie anthropologique, j'ai mené près de 90 entretiens avec des habitants de San Martín.
4. Vingt-trois ethnies cohabitent dans le territoire national dont vingt et une sont mayas et possèdent chacune une langue propre et des variations dialectales. La région ethnique et linguistique mam couvre les départements de Quetzaltenango, Huehuetenango et San Marcos.
5. La *caballería* ou « cavalerie » est une mesure de la superficie qui était utilisée par les Espagnols et leurs colonies. Selon divers convertisseurs, cette unité de mesure équivalait à 45 hectares en Amérique centrale.
6. Le terme *ladino(a)* est dérivé de *latino*, utilisé pour se référer à la population métisse ou hispanisée. Les rènes du pouvoir sont passées des mains des Espagnols à celles des *ladinos* après l'indépendance. Si, historiquement, cette catégorie ethnique était celle des descendants d'Espagnols, par extension aujourd'hui elle désigne toute personne guatémaltèque non associée à une culture et à une langue amérindienne ou créole.
7. La *cucha* est un alcool traditionnel réalisé à base de sucre de canne solidifié en bloc dénommé *panela*.

8. « El Clamor por la Tierra. Carta pastoral colectiva del Episcopado Guatemalteco », *La Hora*, 30 mars 1988.
9. L'indice de Gini (nombre qui varie de 0 à 1 et qui permet de mesurer l'inégalité de richesse ou de patrimoine) illustre clairement combien l'inégale distribution des terres n'a pratiquement pas évolué entre 1979 et 2003 : de 0,848, une légère modification l'a conduit à 0,834 (INE 2003). Ces données font du Guatemala un des pays les plus inégalitaires au monde. Une égalité parfaite dans la distribution des terres correspond à 0 et une inégalité parfaite équivaut à 1.
10. L'importance de pouvoir semer son propre maïs est telle que certains migrants sèment sur le sol américain des grains de maïs qui leur ont été envoyés depuis San Martín. Florinda raconte, par exemple, que ses fils plantent du maïs en provenance du Guatemala autour de la maison qu'ils louent aux États-Unis.
11. Selon le recensement agricole réalisé en 2003 au Guatemala, les latifundios représentent 2 % des unités productives et occupent 56 % de la zone de production agricole nationale avec des propriétés de 45 hectares ou plus (INE 2003). Les minifundistes constituent 92 % des unités productives du pays (soit environ 3,5 millions de personnes) et occupent 22 % des espaces productifs agricoles avec des propriétés inférieures à 7 hectares. Et enfin, un groupe composé de 6 % de paysans possède 22 % des terres du pays. La concentration extrême des terres productives correspond directement à la concentration des revenus. La population rurale, majoritairement amérindienne, sans terre ou petit propriétaire, continue d'être la plus pauvre du pays.
12. Outre les retours spontanés, San Martín compte également un certain nombre d'hommes qui ont été renvoyés au pays, les *deportados*. Interceptés comme illégaux sur le sol américain, ces hommes déportés tentent bien souvent de partir à nouveau, s'ils en ont les moyens ; s'ils ont été capturés au cours du périple migratoire du Guatemala aux États-Unis, les passeurs leur offrent, pour la même somme d'argent, la possibilité d'un second voyage dans la clandestinité.
13. Le terme *retornado* est également utilisé pour qualifier les personnes qui sont revenues au Guatemala après s'être réfugiées, pour la plupart, dans les régions frontalières mexicaines. César Castañeda (1998) a bien décrit les problèmes environnementaux spécifiques occasionnés par le retour de ces familles ayant abandonné leur terre pendant un certain nombre d'années.

Ouvrages cités

- ADECOT (Asociación para el desarrollo educativo, económico y cultural Onil Tnum), 2007 : *Diagnóstico sobre las remesas familiares. Municipio de San Martín Sacatepéquez*. Editorial Maya Na'oj, Guatemala.
- ANTOCHIWI, M., J. ARNAULD et A. BRETON (dir.), 1991 : « Un peuple, trois pays... Un passé et des milliers d'histoires », in A. Breton et J. Arnould, *Mayas. La passion des ancêtres, le désir de durer* : 25-41. Autrement, Paris.
- BURGOS, E., 1983 : *Moi, Rigoberta Menchú : une vie et une voix, la révolution au Guatemala*. Gallimard, Paris.
- CAMUS, M., (dir.), 2007 : *Comunidades en movimiento. La migración internacional en el norte de Huehuetenango*. Instituto Centroamericano de Desarrollo y Estudios Sociales, Antigua.
- CASTEÑEDA, S.C., 1998 : *Lucha por la tierra, retornados y medio ambiente en Huehuetenango*. FLACSO, Guatemala.
- CEH (Comisión para el Esclarecimiento Histórico), 1999 : *Memoria del Silencio*. CEH/Oficina para Proyectos de las Naciones Unidas, Guatemala.
- EARLY, John D., 2000 : *La estructura y evolución demográfica de un sistema campesino : La población de Guatemala*. Centro de

Investigaciones Regionales de Mesoamérica et Plumstock
Mesoamerican Studies, Antigua (Guatemala) et South
Woodstock (USA).

- FALLA, R., 2008 : *Migración transnacional retornada. Juventud indígena de Zacualpa, Guatemala*. AVANCSO, Editorial Universitaria de la Universidad de San Carlos de Guatemala, Guatemala.
- GALLINI, S., 2009 : *Una historia ambiental del café en Guatemala. La Costa Cuca entre 1830 et 1902*. AVANCSO, Guatemala.
- GODINEZ LÓPEZ, M.A., 2009 : « Agricultura, cambio climático y las voces de las víctimas en Guatemala », in CEIBA, *Voces del sur para la justicia climática* : 83-93. PROORSA, Guatemala.
- GRÜNBERG, G., 2003 : *Tierras y territorios indígenas en Guatemala*. FLACSO/MINUGUA/CONTIERRA, Guatemala.
- GUZMÁN-BÖCKLER, C., 1997 : « El drama de la tenencia de la tierra, sempiterno creador y mantenedor de la vida conflictiva de Guatemala », in R. Hostnig (dir.), *Esta tierra es nuestra. Área Mam de Quetzaltenango*, 1 : 35-37. Centro de Capacitación e investigación Campesina, Quetzaltenango.
- HOSTNIG, R., R. HOSTNIG et L. VÁSQUEZ, 1998 : *Etnobotánica Mam*. GTZ, Guatemala.
- INE (Instituto Nacional de Estadística), 2003 : *IV Censo nacional agropecuario 2003*. INE, Guatemala.
- LE BOT, Y., 1992 : *La guerre en terre maya. Communauté, violence et modernité au Guatemala*. Karthala, Paris.
- MELVILLE, T., et M. MELVILLE, 1982 : *Tierra y poder en Guatemala*. Editorial Universitaria Centroamericana, San José.
- PALMA, I., et J. DARDÓN, 2008 : « La emigración de guatemaltecos a Estados Unidos : características, comportamientos, impactos e implicaciones políticas », in D. Villafuerte Solís et María del Carmen García Aguilar, *Migraciones en el sur de México y Centroamérica* : 93-122. Editorial Porrúa, México.
- PALMA MURGA, G., 1997 : « La problemática agraria en Guatemala. Algunos apuntes para la comprensión de los procesos de apropiación de la tierra entre los pueblos Mames de Quetzaltenango », in R. Hostnig (dir.), *Esta tierra es nuestra. Área Mam de Quetzaltenango*, 1 : 11-34. Centro de Capacitación e investigación Campesina, Quetzaltenango.
- PNUD (Programa de Naciones Unidas para el desarrollo-Guatemala), 2009 : *Informe sobre desarrollo humano 2009. Superando barreras : movilidad y desarrollo humano*. Grupo Mundi-Prensa, New York.
- UNICEF (United Nations International Children's Emergency) et IOM (International Organization for Migration), 2011 : *Encuesta sobre Remesas 2010, Protección de la Niñez y de la Adolescencia*. Serviprensa, Guatemala.
- VELÁSQUEZ NIMATUJ, Irma Alicia, 2005 : *Pueblos indígenas, Estado y lucha por tierra en Guatemala. Estrategias de sobrevivencia y negociación ante la desigualdad globalizada*. Ph.D. Thesis, Department of Anthropology, The University of Texas at Austin, Austin.
- ZAMORA ACOSTA, E., 1985 : *Los Mayas de las Tierras Altas en el siglo XVI*. Diputación Provincial, Sevilla.